

Non à l'omerta sur les violences sexistes et sexuelles !

Au travail, à la maison, dans le sport, partout... halte aux violences sexuelles et sexistes !

Nous avons toutes et tous été bouleversés par le témoignage de la patineuse Sarah Abitbol sur les viols répétés qu'elle a subis de la part de son entraîneur, alors qu'elle était mineure et sous sa responsabilité. Comme d'autres femmes, elle a décidé de témoigner pour mettre fin au silence et à la culpabilisation.

Au-delà des faits dénoncés, ce témoignage, comme d'autres, nous interroge sur les graves dysfonctionnements qui permettent que de telles violences existent et perdurent impunément. En effet, plus que les actes d'un individu, c'est bien un système qui laisse faire et vise à éviter le « scandale » qui pourrait nuire à l'image du sport.

Comme d'autres institutions avant elles, les fédérations sportives, le ministère doivent protéger les sportives et les salariées victimes de violences. Seules la transparence et le soutien total aux victimes de violences permettront d'envoyer un signal clair et d'obliger à des changements profonds qui bannissent définitivement les attitudes discriminantes, racistes, sexistes, homophobes dont le monde sportif n'est pas exempt.

A ce titre, la FERC se félicite de la décision de la ministre de demander la démission de Didier Gailhaguet. En effet, quoi qu'il en dise, son silence le rend coupable et c'est bien une faute qu'il a commise en refusant d'agir depuis des années. On peut s'interroger aussi sur la question de la prescription dans ces affaires de violences sexistes et sexuelles quand on sait la difficulté qu'ont les victimes à en parler sans contrainte.

Par leur poids médiatique, leur image, leur présence dans la vie quotidienne de la population et en particulier des jeunes, les fédérations sportives et le ministère des sports portent une responsabilité importante dans la défense des valeurs de solidarité et de tolérance.

La FERC apporte son soutien à toutes et tous les sportif-ves qui se battent chaque jour pour défendre une pratique sportive ouverte à toutes et tous et porteuse d'émancipation. Elle poursuit son investissement pour que dans l'éducation, l'Enseignement supérieur, la recherche, la culture, le sport, soient bannis et condamnés les actes et les propos sexistes, racistes et homophobes. Elle exige des moyens humains et matériels pour qu'une réelle politique de prévention puisse être mise en place.

Montreuil, le 4 février 2020